PROFIL DE POSTE

Informations préliminaires sur le poste	
Intitulé du poste	**RESPONSABLE DE PROJET APPROCHE MULTISECTORIELLE**
Rattachement hiérarchique	**COORDINATEUR DE ZONE**
Pays / ville d'affectation	**RDC (SUD UBANGUI) / LIBENGE ET ZONGO**
Création / Remplacement	Création
Durée de la mission	12 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.
L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La RDC en 2016 fait encore face à une instabilité importante, principalement dans l'est du pays (Kivus, Province Orientale et Tanganyika) en raison des affrontements entre les groupes armés irréguliers et les forces militaires nationales/MONUSCO au Nord Kivu et du conflit inter communautaire entre la population Batwa et Luba dans la Province du Tanganyika. Par ailleurs, des enjeux politiques et constitutionnels majeurs risquent de complexifier la grille de lecture des différents conflits encore en cours, en particulier le processus présidentiel prévu en principe le 27 novembre 2016.
D'autres facteurs aggravants contribuent à déstabiliser le contexte, tels que les effets des perturbations climatiques reportées pendant le premier trimestre 2016, et les épidemies de rougeole, cholera et fièvre jaune qui sévissent en ce moment.
Au niveau de la Région des Grands Lacs, le pays est directement affecté par l'instabilité politico-militaire des pays frontalièrs comme la RCA et le Burundi.

La situation dans la **province du Nord-Kivu** a peu évolué pour la population depuis la défaite du mouvement rebelle M23 fin 2013. Les FARDC libérés de leur engagement face au M23 se focalisent actuellement sur d'autres fronts pour lutter contre les nombreux groupes armés actifs dans la région (Maï Maï, APCLS, FDLR, ADF etc…). En outre, les tensions ethniques et les problématiques d'accès à la terre sont sources de tensions particulières dans les zones d'intervention de PUI (Masisi, Rutshuru).Les fermetures forcées des camps de déplacés internes en mars 2016 ont contribué à la déstabilisation du contexte en mettant en péril la vie de milliers de personnes déplacées et le fragile équilibre économique de milliers de familles d'accueil.

Dans la province du Tanganyika (sous-région de l'ex-province du Katanga), des conflits ethniques (entre milices Twas –pygmées- et Bantoues) initiés en 2012 ont résulté dans le déplacement souvent préventifs de centaines de milliers de personnes. Les zones d'intervention de PUI (ZS de Kiambi et Nyunzu) se caractérisent par un dénuement important de certains groupes (accès limité aux terres agricoles, à l'eau potable, enclavement, récurrence d'épidémies telles que la rougeole et le choléra) exacerbé par les déplacements les plus récents. Début 2016, le processus de réconciliation a mené à une progressive stabilisation de la situation sécuritaire et depuis Mai 2015 le mouvement de retour s'est confirmé (avec néanmoins de nouveaux déplacements entre Mai et Août), nécessitant une adaptation rapide des stratégies d'intervention humanitaire.

Dans la province du Sud-Ubangi, plusieurs camps de réfugiés ont été ouverts dans les territoires de Libenge et de Zongo entre 2012 et 2015 en lien avec la crise en cours en RCA. Fin 2015, plus de 100 000 réfugiés étaient enregistrés dans l'ex-province de l'Equateur incluant le Sud-Oubangui. Courant 2015, le HCR a entrepris de relocaliser les réfugiés de la première vague pour pouvoir accueillir des nouveaux arrivés, cependant des réfugiés sont réticents à l'idée de s'installer au sein des communautés hôtes. Considérant que la majorité des habitants de la zone de Libenge sont eux-mêmes des « retournés » revenus de la République du Congo en 2012, les tensions dérivant de la cohabitation forcée entre les populations locales et les réfugiés pourraient constituer un facteur d'instabilité.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

PUI souhaite orienter son action vers le renforcement des capacités de résilience des populations déplacées et retournées en proposant une réponse d'urgence multisectorielle et intégrée dans les zones ciblées. Ces activités visent également les réfugiés centrafricains hors sites et les familles congolaises hôtes.

La capacité des ménages à résister à un choc futur et à mettre en place des stratégies d'adaptation et de survie constitue une priorité dans ce type de contexte, où aux problématiques structurelles se superposent des déplacements massifs liés à plusieurs conflits armés.
Dans certaines zones où la situation d'urgence globale est moins marquée PUI souhaite sortir de la phase d'aide humanitaire pour mettre en place des activités d'autonomisation des déplacés afin d'améliorer leur niveau de vie et favoriser leur retour.

Historique de la mission et programmes en cours

En activité depuis 2007 au **Nord Kivu**, PUI était en charge de la gestion des camps de personnes déplacées en partenariat avec le HCR. Depuis Aout 2015, PUI est en charge de la gestion de 12 Sites dans la zone de Goma ainsi que dans la zone de santé de Mweso en partenariat avec l'OIM. Parallèlement, PUI a mis en œuvre de nombreux projets de sécurité alimentaire (distributions alimentaires, d'intrants agricoles, multiplication locale de semences) financés par OFDA au profit de 4 000 ménages depuis sa base de Mweso.

Au **Tanganyika/Katanga**, PUI se positionne depuis 2013 avec une réponse d'urgence aux populations déplacées dans une zone où les acteurs humanitaires sont encore peu nombreux. PUI a apporté dans un premier temps une aide médicale et alimentaire complétée par la suite par un appui à la reconstitution des moyens d'existence. Financé par ECHO, PUI soutien depuis 2013 les centres de santé des ZS de Kiambi et Pweto et depuis 2015 dans la ZS de Nyunzu (accès aux soins de santé primaire, lutte contre la malnutrition sévère, assistance financière etc…). PUI intervient également pour répondre aux besoins en soins de santé primaire, en malnutrition aiguë sévère et en traitement / suivi des victimes de violences sexuelles, des populations déplacées et dans la lutte contre le VIH/Sida.
Depuis 2014, PUI travaille également sur des projets de sécurité alimentaire (foires aux semences et outils) et de relance économique (via du Cash For Work) sous financement OFDA.

Dans le **Sud-Ubangui**, PUI intervient depuis 2010 dans le secteur de l'assistance alimentaire et depuis 2012 dans le secteur des soins de santé primaire. Entre 2013 et 2015, PUI a focalisé son intervention sur l'appui au retour des rapatriés de République du Congo dans le Territoire de Libenge dans les domaines de la relance agricole et économique.
Depuis début 2015 PUI a mis en place une nouvelle stratégie d'appui aux réfugiés centrafricains hors site et aux familles hôtes par le biais de distribution de vivres et d'un projet de relance agricole et de relance économique.

Configuration de la mission RDC

BUDGET 2016 – 2017	**Budget Mission RDC : 6 Millions EUR**
BASES	Goma, Mweso, Nyunzu, Kiambi, Kalemie, Kinshasa, Libenge, Zongo
NOMBRE D'EXPATRIES	16 postes + 2 postes RT nationalisés
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	170
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	7
PRINCIPAUX PARTENAIRES	USAID/OFDA, BPRM, ECHO, Mairie de Paris, OIM, PNUD (Pooled Fund), Ambassade de France
SECTEURS D'ACTIVITES	Santé/Nutrition, Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, CCCM, SGBV, Protection
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE/EN RECRUTEMENT	Equipe expatriée en place : au niveau de la coordination pays, Chef de Mission, Coordinateur Programme Pays, Coordinateur Santé, Coordinateur Administratif et Financier et Coordinateur Logistique. Au niveau Provincial, pour le Nord Kivu : un coordinateur de zone, un administrateur et un logisticien. Pour le Tanganyika, un coordinateur de zone, un administrateur, un logisticien, un RT Santé/Nut et un RT Sécurité Alimentaire. Pour le Sud-Ubangui, un Coordinateur de zone, un administrateur/logisticien et un RT Multisectoriel

Description du poste

Objectif global

Le/la Responsable Technique supervise la mise en œuvre du projet dans toutes ses composantes : SECAL, Moyens d'existence SGBV et Mediation des conflits intercommunautaires.

Responsabilités et champs d'actions

- **Programmes** : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du/des programme(s) dans l'ensemble de ses composantes (SECAL, moyens d'existence, SGBV, Médiation des conflits intercommunautaires), en assurant notamment le respect des lignes directrices de chacun des clusters sectoriels (provincial et national) auxquels se rapporte le projet.

- **Ressources Humaines :** Il/Elle supervise les équipes du projet dans l'ensemble de ses composantes (salariés PUI et journaliers éventuels).
- **Logistique et administration** : Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du/des projet(s) sous sa responsabilité.
- **Représentation** : Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du/des programmes multisectoriels
- **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.
- **Stratégie** : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU/DES PROGRAMME/S MULTISECTORIELS (SECAL, MOYENS D'EXISTENCE, SGBV, MEDIATION DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES)

- Il/Elle s'assure que les bénéficiaires et populations locales comprennent les objectifs du/des projet/s et participent activement à la mise en œuvre.
- Il/Elle planifie les activités et veille au respect du calendrier d'activités. En cas de retard important pris dans la mise en œuvre du/des projet/s, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- Il/ Elle valide les choix techniques du/des projet/s.
- Il/Elle s'assure de la bonne marche du/des programmes sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans la/les proposition/s de projet. Notamment, il/elle suit les indicateurs définis, rend compte à son/sa responsable hiérarchique, signale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.
- Il/Elle veille à la mise en œuvre de monitorings et/ou d'évaluations, selon les besoins définis par le/s projet/s. Il/Elle analyse et transmet à son/sa responsable hiérarchique les informations collectées. Selon les besoins du/des projet/s et/ou les informations collectées, et il/elle produit et diffuse des rapports de monitorings et d'évaluations aux personnes concernées.
- Il/Elle assure la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre du/des projet/s et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les proposals sont disponibles.
- Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son responsable hiérarchique en respectant les délais de validation interne (sitrep) et échéances contractuelles externes (rapports de projet/s).

2. SUPERVISER LES EQUIPES DE CHACUNE DES COMPOSANTES DU/DES PROGRAMMES MIS EN OEUVRE

- Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe, les fait valider par l'équipe de Coordination et participe activement au recrutement (entretien, test, etc). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.
- Il/Elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions.
- Il/Elle met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision.
- Il/Elle identifie les besoins en formation de son équipe et la complète (appui organisationnel, méthodologique, technique éventuellement, organisation de formations…).
- Il/Elle définit l'organigramme de son équipe et le fait valider par le/la Coordinateur de Zone

3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DU/DES PROGRAMMES POUR L'ENSEMBLE DES 4 SECTEURS QUI LE COMPOSE.

- Il/Elle adresse ses besoins *programmes* au/à la Log/Admin Province et conformément aux budgets disponibles. Il/Elle prend en compte les contraintes temporelles et logistiques de la mission ainsi que les procédures d'achat propres aux programmes afin de s'assurer que sa demande est réaliste compte tenu des délais d'approvisionnement.
- Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques et réalise les tests de conformité nécessaires.
- Il/Elle participe activement à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec les Coordinateur/trice Administratif(tive) et Logistique.
- Il/Elle s'assure, en coordination avec le/la Log-Admin Province et la/le Coordinateur/trice Logistique, que le stockage des matériels propres à son/ses programmes est approprié.
- Il/Elle communique au/le Log-Admin Province de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériels de communication pour la mise en œuvre du/des programme/s.
- Il/Elle organise, avec le/la Log-Admin, le volet logistique de son/ses programmes (livraison, distribution, stockage sur site, etc).
- Il/Elle fournit mensuellement au/à la Log-Admin Province l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à son/ses programme(s).
- Il/Elle s'assure de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour du/des programmes sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à la Log-Admin

4. ASSURER LA REPRESENTATION DE PUI AUPRES DES ACTEURS DE SECAL, RELEVEMENT PRECOCE, SGBV, MEDIATION DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES

- Il/Elle représente l'association auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes de Sécurité alimentaire, Relèvement précoce, SGBV et Protection et s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- En accord avec l'équipe de coordination Programme, il/elle participe aux réunions de coordination relatives aux 4 secteurs d'intervention du projet quand elles existent et en est un membre actif.
- En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la préparation et à la mise en œuvre de la visite.

5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- Il/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécurité sont respectées.
- Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au/à la Coordinateur de Zone de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence.
- Il/Elle s'assure que le/s projet/s, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne. Il/Elle alerte sans délai le/la Coordinateur de Zone en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- Il/Elle s'assure que les membres de son équipe et travailleurs journaliers éventuels disposent du matériel de sécurité adapté à leurs activités (par exemple : casques, chaussures de sécurité, gilet de protection, gants…).

6. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- Il/Elle participe à l'identification de besoins en sécurité alimentaire, relèvement précoce, relance agricole, SGBV, Mediation des conflits intercommunautaires en coordination avec l'équipe de coordination programme (Coordinateur des Programmes et Responsable AME)
- Lors de la définition de nouvelles opérations, il/elle contribue avec l' équipe programme à la préparation de propositions de projets pour lles l'ensemble des quatre volets qui le compose.
- Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie de la mission.

Zoom sur 3 activités prioritaires relatives au contexte de la mission

- Appui technique aux activités SECAL, moyens d'existence/relèvement précoce, SGBV et médiation des conflits intercommunautaires du/des projets mis en oeuvre et suivi du cycle de projet.
- Renforcement des équipes nationales via des formations pour la collecte et l'analyse des données.
- Contribution à la redéfinition de la stratégie intégrée et multisectorielle sur la mission

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

- Encadrement direct : 3 personnels nationaux : 1 Assistant Responsable Technique (ART) Agronome, 1 ART SGBV, 1 ART Protection
- Encadrement indirect : 18 personnels nationaux

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIE
FORMATION	Master (ou Licence avec au moins deux ans d'expérience) dans le domaine des Relations internationales/Développement, Sciences sociales ou Action Humanitaire	Développement agricole, SGBV, Protection Gestion de projets
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ▸ Humanitaire ▸ Internationale ▸ Technique	 X X X	
CONNAISSANCES & APTITUDES	▸ Bonne qualité rédactionnelle ▸ Connaisances en gestion de projets multisectoriels	▸ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (AAP, BPRM, DFID, OFDA, ECHO, agences UN…)
LANGUES		

▸ Français ▸ Anglais ▸ Lingala	X X	 X
INFORMATIQUE ▸ Pack Office ▸ Autre (préciser)	X	 Sphinx, Statistique, SIG (Map Info, Arc View, etc) Base de données (Access ou autre)

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- Bonne résistance au stress
- Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit
- Bonne capacité d'analyse
- Organisation et gestion des priorités
- Force de propositions, recherche de solutions
- Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature
- Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques
- Capacité à vivre en communauté dans une zone enclavée.

Conditions proposées

Statut

- **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 650 à 1 980 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins…
- **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- **HEBERGEMENT** en maison collective tout confort
- **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois